



Numéro PPQ/

lundi 15 mai 2017

## **Les grands titres:**

- La violence sexuelle dans les conflits est une menace pour la paix et la sécurité, selon la Vice-Secrétaire générale
- Soudan du Sud : l'ONU réclame 1,4 milliard de dollars pour aider les réfugiés sud-soudanais
- Le chef de l'ONU condamne un nouveau tir de missile par la Corée du Nord
- Coopération Sud-Sud : l'agriculture est un secteur essentiel pour la réussite de l'initiative 'La Ceinture et la Route', selon la FAO
- Asie-Pacifique : le forum régional annuel de l'ONU discute de l'élimination de la pauvreté et de l'énergie durable
- Au moins un enfant sur quatre vit dans la pauvreté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, selon l'UNICEF
- Des experts de l'ONU demandent à la Hongrie de retirer un projet de loi sur les ONG financées par des fonds étrangers
- Centrafrique : le chef de l'ONU condamne l'attaque contre la ville de Bangassou
- A Beijing, le chef de l'ONU appelle à revitaliser la coopération internationale
- RDC : l'OMS et ses partenaires prêts à apporter une réponse coordonnée et efficace à l'épidémie d'Ebola
- Centrafrique : un sixième Casque bleu tué dans une seconde attaque contre la MINUSCA en moins d'une semaine

## **La violence sexuelle dans les conflits est une menace pour la paix et la sécurité, selon la Vice-Secrétaire générale**



Une femme dans un refuge pour jeunes filles et femmes ayant subi des violences sexuelles et sexistes, à Mogadiscio, la capitale de la Somalie. Photo UNICEF/Kate Holt

**15 mai** - A l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité sur la violence sexuelle dans les conflits, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, s'est félicité lundi que la façon dont on considère cette violence ait changé et a appelé à s'attaquer aux causes profondes de ce fléau.

« La violence sexuelle dans les conflits n'est plus considérée comme 'purement une question féminine' ou comme un 'moindre mal' dans une fausse hiérarchie des violations des droits de l'homme », a souligné Mme Mohammed lors de débat.

« Au lieu de cela, elle est à juste titre considérée comme une menace légitime pour la sécurité et la paix durable qui exige une réponse sécuritaire opérationnelle et une réponse judiciaire, en plus d'assurer des services multidimensionnels pour les survivantes de ces crimes », a-t-elle ajouté.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a accordé la priorité à la prévention, a poursuivi la Vice-Secrétaire générale. Un cadre législatif solide existe désormais, notamment une série de résolutions précises du Conseil de sécurité qui apportent de nouveaux outils pour stimuler les changements et les progrès.

Selon Mme Mohammed, l'on observe une plus grande appropriation nationale, un plus grand leadership et une plus grande responsabilité. Davantage de gouvernements s'engagent formellement à agir. Les organisations régionales travaillent avec



les Nations Unies pour compléter cet effort.

Cependant, la réalité pour les populations vulnérables dans de nombreuses situations demeure une préoccupation, notamment au Soudan du Sud, où les violences sexuelles constituent une tactique de guerre utilisée pour terroriser et persécuter les populations.

La violence sexuelle est de plus en plus utilisée comme tactique de terrorisme, employée par des groupes extrémistes en Iraq, en Syrie, au Yémen, en Somalie, au Nigéria ou au Mali pour faire progresser leurs objectifs militaires, économiques et idéologiques.

Le Conseiller spécial sur la prévention du génocide, Adama Dieng, a également souligné que les violences sexuelles sont utilisées comme tactique de guerre et de terrorisme, comme outils de déshumanisation et de honte, ainsi que comme armes pour punir et persécuter.

La violence sexuelle est un crime qui transforme les victimes en parias, casse les familles et détruit la structure des communautés, a déclaré M. Dieng. « L'opprobre tue », a-t-il martelé en citant les crimes d'honneur, les suicides ou encore les avortements qui ne sont pas pratiqués en toute sécurité.

La honte fait partie intégrante de la logique du viol, car cette pratique attaque l'individu mais aussi les relations collectives. Il a donc jugé nécessaire de réorienter la honte des violences sexuelles : celle-ci ne doit pas peser sur les victimes mais sur les auteurs de ces crimes.

Selon M. Dieng, les récits de crimes de violence sexuelle contre les communautés yézidiennes montrent que nous sommes peut-être en présence de génocide. Il a en même temps observé qu'aucun militant de Daech n'avait fait face à un procès pour violences sexuelles.

Au Soudan du Sud, l'impunité a conduit à la normalisation de comportements extrêmes de violence, dont les violences sexuelles liées au conflit, a-t-il ajouté. Il a aussi rappelé que certains responsables de viols en réunion commis en RDC continuent à commettre des viols et autres atrocités.

Il revient aux gouvernements nationaux de protéger les citoyens, a rappelé M. Dieng, avant de recommander une réaction multidimensionnelle et transversale face à la violence sexuelle. Il a regretté que le manque d'infrastructures et d'expérience des pays affaiblisse cette réaction.

## Soudan du Sud : l'ONU réclame 1,4 milliard de dollars pour aider les réfugiés sud-soudanais



Des réfugiés sud-soudanais récemment arrivés demandent à être enregistrés au centre d'accueil Imvepi dans le district d'Arua, dans le nord de l'Ouganda. Photo HCR/Jiro Ose

**15 mai** - Les Nations unies ont annoncé lundi à Genève qu'une contribution financière de 1,4 milliard de dollars serait nécessaire cette année pour aider 1,8 million de réfugiés, dont 1 million d'enfants, qui ont fui la guerre et la faim au Soudan du Sud.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont présenté à Genève ce plan d'action de 1,4 milliards de dollars, soit une rallonge de 200 millions de dollars par rapport au plan initial de 1,2 milliard de dollars lancé au début de l'année pour faire face à cette crise.

Et si ce précédent appel n'est jusqu'à présent financé qu'à hauteur de 14%, entre temps la situation humanitaire s'est détériorée.

« Avec 1,8 million de réfugiés, le Soudan du Sud est la plus importante crise des réfugiés en Afrique », a averti le Haut-Commissaire pour les réfugiés, Filippo Grandi, lors du lancement de l'appel révisé ce lundi 15 mai au Palais des Nations à Genève. Une moyenne de près de 2.800 Sud-Soudanais fuient quotidiennement leur pays pour se réfugier dans les six pays voisins : Ouganda, Soudan, Ethiopie, Kenya, République démocratique du Congo (RDC) et République centrafricaine.

Deux ans et demi après son indépendance, le Soudan du Sud a plongé en décembre 2013 dans une guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de morts. Depuis, 900.000 Sud-Soudanais se sont réfugiés en Ouganda, 375.000 au Soudan, 375.000 en Ethiopie, 97.000 au Kenya, 76.000 en RDC et de 2.200 en République centrafricaine.

« Les combats acharnés et la détérioration des conditions humanitaires au Soudan du Sud poussent les gens à fuir leur domicile en nombre record », a mis en garde le chef du HCR. Par ailleurs, le gouvernement sud-soudanais a déclaré la famine dans certaines régions du pays et averti qu'un million de personnes risquent de mourir de faim.

« Les souffrances des Sud-Soudanais sont juste inimaginables », a souligné de son côté le chef du PAM, David Beasley, dans une déclaration, ajoutant que beaucoup d'entre eux étaient « au bord de l'abîme ». « Les travailleurs humanitaires ne peuvent souvent pas atteindre les plus vulnérables. Beaucoup meurent de faim et de maladie et beaucoup d'autres ont fui leur patrie pour se réfugier à l'étranger », a-t-il rappelé.

Si le HCR s'est félicité de la générosité exceptionnelle des pays voisins à l'endroit des réfugiés sud-soudanais, l'agence onusienne s'est toutefois alarmée d'une situation qui est devenue aujourd'hui critique. « Des pays comme l'Ouganda ont fait tout ce que l'on pourrait attendre, mais ils ne seront pas en mesure de continuer à soutenir les réfugiés à moins que le reste du monde ne fasse un effort supplémentaire », a insisté M. Grandi.

« Notre situation financière nous a contraints à réduire les rations alimentaires pour beaucoup de réfugiés en Ouganda », a reconnu M. Beasley, en qualifiant cette situation d'« inacceptable ».

En attendant, le PAM fournit des vivres et une aide d'urgence en espèces à plus de 1,8 million de réfugiés sud-soudanais dans les pays voisins.

Ce plan de réponse humanitaire pour les réfugiés sud-soudanais ne couvre pas les besoins de près de 2 millions de Sud-Soudanais déplacés à l'intérieur de leur pays.

## Le chef de l'ONU condamne un nouveau tir de missile par la Corée du Nord



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, devant le Conseil de sécurité. (archives) Photo ONU/Evan Schneider

**15 mai** - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a condamné lundi un nouveau tir de missile balistique par la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

« Cette action viole les résolutions du Conseil de sécurité et constitue une menace pour la paix et la sécurité dans la région », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général demande à la RPDC d'assurer le plein respect de ses obligations internationales et de revenir sur la voie de la dénucléarisation », a-t-il ajouté.

Le 28 avril, intervenant devant le Conseil de sécurité, M. Guterres avait exprimé sa vive inquiétude concernant le risque d'escalade militaire en Asie du Nord-Est après une série de tirs de missiles balistiques et d'essais nucléaires par la Corée du Nord. « La poursuite par la RPDC de ses programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques, défiant les demandes répétées du Conseil de sécurité de cesser de telles activités, menace clairement la sécurité régionale et internationale », avait-il dit.

Selon la presse, le nouveau tir de missile a eu lieu dimanche 14 mai. L'agence de presse nord-coréenne a déclaré que ce tir a permis de lancer un nouveau modèle de missile stratégique de moyenne à longue distance.

Le Japon et les Etats-Unis ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU qui pourrait avoir lieu mardi.

## Coopération Sud-Sud : l'agriculture est un secteur essentiel pour la réussite de l'initiative 'La Ceinture et la Route', selon la FAO



Une femme travaillant dans une rizière au Népal. Photo FAO/Saliendra Kharel

**15 mai** - L'agriculture est un secteur indispensable pour que l'initiative 'La Ceinture et la Route', lancée par la Chine, réussisse à promouvoir un développement durable, a déclaré le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

« L'agriculture est un secteur essentiel. Il représente plus de 25% du PIB et plus de 40% du taux d'emploi dans de nombreux pays concernés par cette initiative », a déclaré M.

Graziano da Silva, dimanche, au Forum 'La Ceinture et la Route' pour la coopération internationale qui s'est déroulé à Beijing les 14 et 15 mai.

Des dirigeants issus d'au moins 29 pays ont participé à ce forum destiné à réfléchir à la meilleure manière de favoriser le développement et les liens commerciaux entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

Le Directeur général de la FAO a souligné le fait que l'agriculture n'était pas seulement importante en vue de générer et de promouvoir des moyens d'existence durables, mais qu'elle était également essentielle afin de garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle, de préserver les ressources naturelles et la biodiversité et de parvenir à une civilisation écologique.

La FAO a été la première organisation internationale à développer un cadre stratégique spécifique, destiné à renforcer la coordination politique et à mettre en œuvre l'Initiative 'La Ceinture et la Route' à travers le secteur agricole.

Le cadre de travail vise à promouvoir quatre principaux programmes : une approche unique en matière de santé pour l'agriculture durable et le commerce; une production alimentaire durable et le développement d'une chaîne de valeur; la science et la technologie au service de l'innovation agroalimentaire et de la lutte contre le changement climatique; et une agriculture intelligente et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'industrie alimentaire.

Selon le chef de la FAO, l'initiative 'La Ceinture et la Route' offre une « opportunité inestimable » pour chaque pays de s'impliquer dans la coopération Sud-Sud, un modèle de développement promu par la FAO qui s'est révélé particulièrement efficace pour créer des emplois, construire des infrastructures et promouvoir le commerce entre les pays en développement.

Dans un discours inaugural, le Président chinois Xi Jinping est revenu sur le fait que la Chine octroiera un milliard de dollars supplémentaire aux organisations internationales afin de les aider à mettre en œuvre plusieurs projets qui doivent profiter à toute une série de pays. Cela permettra notamment d'associer l'aide internationale aux pays en développement aux conseils politiques, aux investissements commerciaux à long-terme et à tout ce qui est pertinent pour les zones rurales défavorisées des pays en développement.

## Asie-Pacifique : le forum régional annuel de l'ONU discute de l'élimination de la pauvreté et de l'énergie durable



Des délégués et des représentants de l'Asie et du Pacifique réunis à Bangkok, en Thaïlande, pour l'ouverture de la 73<sup>e</sup> session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Photo CESAP/Suwat Chancharoensuk

**15 mai** - Les pays de la région Asie-Pacifique vont discuter cette semaine de coopération et d'intégration économique au bureau régional des Nations Unies à Bangkok, dont la session annuelle se concentre sur la manière dont les pays de la région peuvent atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

A l'ouverture, lundi, de la 73<sup>ème</sup> session de la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Secrétaire exécutive de la CESAP, Shamshad Akhtar, a mis en avant les progrès réalisés au cours de l'année écoulée en appui au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Ensemble, avec vous, nous avons fait des progrès considérables dans la formulation de stratégies visant à éradiquer la pauvreté et à assurer que le développement équilibre les besoins de l'économie, des personnes et de la planète », a déclaré Mme Akhtar devant les

participants de ce forum.

Lors de cette session qui doit durer une semaine, les participants examineront et approuveront un certain nombre de résolutions et de politiques, y compris un plan régional pour la mise en œuvre des ODD. Ce plan, appelé Feuille de route régionale pour la mise en œuvre du Programme 2030, énonce les priorités de la coopération régionale, appelle à une coopération technique renforcée dans des domaines tels que la réduction des risques de catastrophe et le changement climatique, et traite des données et des statistiques et d'autres moyens de mise en œuvre des ODD.

La CESAP est en train d'établir un centre de ressources régionales sur les ODD qui offrira des outils pour former les décideurs et d'autres personnes sur les questions liées aux ODD.

« On s'attend à ce que ce soit l'un des mécanismes clés pour promouvoir la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire sur le Programme 2030 en Asie-Pacifique », a déclaré Mme Akhtar.

Dans un message vidéo adressé aux participants du forum, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a salué la CESAP pour ses efforts visant à réduire la pauvreté, à protéger l'environnement et à contribuer à la réalisation du Programme 2030.

« Votre esprit d'ouverture et votre volonté de travailler au-delà des frontières est essentiel à l'amélioration du multilatéralisme », a déclaré le Secrétaire général.

Parmi les sujets de discussion cette semaine, il y a la coopération régionale pour l'énergie durable dans la région, thème spécial de la réunion de cette année.

Dans son discours, Mme Akhtar a déclaré qu'une étude de la CESAP recommande d'élaborer un cadre de coopération régionale sur l'énergie durable pour permettre aux gouvernements d'identifier les moyens de procéder à la transition vers des méthodes plus durables.

## Au moins un enfant sur quatre vit dans la pauvreté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, selon l'UNICEF



Le Maroc. Photo PNUD/Dylan Lowthian

**15 mai** - La pauvreté continue d'avoir influence sur au moins 29 millions d'enfants au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, soit un enfant sur quatre, selon une récente étude du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) couvrant 11 pays de la région.

D'après cette étude, ces enfants sont privés des exigences minimales dans plusieurs domaines cruciaux, dont l'éducation de base, le logement décent, les aliments nutritifs, les soins de santé de qualité, l'eau potable, l'assainissement et l'accès à l'information.

« La pauvreté infantile représente beaucoup plus que le revenu familial, il s'agit de l'accès à une éducation de qualité, à des soins de santé, à une maison et à de l'eau potable. Lorsque les enfants sont privés des choses élémentaires, ils risquent d'être piégés dans un cercle vicieux de pauvreté », a déclaré Geert Cappelaere, Directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), lors d'une conférence régionale sur la pauvreté chez les enfants, à Rabat, au Maroc.

Bien que des progrès importants aient été réalisés dans la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pour réduire la pauvreté, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté continue d'être élevé. Les pays touchés par les conflits voient une régression rapide des gains réalisés au cours des dernières décennies.

L'étude note que les pays de la région ne recueillent pas systématiquement des données sur la pauvreté, ce qui pèse sur l'efficacité des mesures pour lutter contre cette pauvreté chez les enfants.

Parmi les principales choses à retenir de l'étude, il faut noter :

- Le manque d'éducation est considéré comme l'un des facteurs clés de l'inégalité et de la pauvreté pour les enfants. Les enfants qui vivent dans des ménages dirigés par un membre de la famille sans éducation sont deux fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. Un quart des enfants âgés de 5 à 17 ans ne sont pas inscrits à l'école ou ont accumulé deux ans de retard dans leur éducation.
- Près de la moitié de tous les enfants vivent dans des logements inadéquats.
- Près de la moitié des enfants ne sont pas totalement vaccinés ou sont nés de mères qui n'ont pas reçu suffisamment de soins prénatals ou d'aide à la naissance.
- Un enfant sur cinq est obligé de marcher plus de 30 minutes pour aller chercher de l'eau ou utiliser de l'eau potable dangereuse. Plus d'un tiers des enfants vivent dans des maisons sans eau courante.

## Des experts de l'ONU demandent à la Hongrie de retirer un projet de loi sur les ONG financées par des fonds étrangers



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst. Photo MINUSTAH

**15 mai** - Deux experts des droits de l'homme des Nations Unies ont exhorté lundi le gouvernement hongrois à retirer son projet de loi proposé récemment sur la transparence des organisations financées par des fonds étrangers.

S'il est adopté, le projet réduirait sévèrement les droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion et d'association pacifiques en Hongrie, ont déclaré ces deux experts, Michel Forst, Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, et David Kaye, Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, dans un communiqué de presse.

En vertu des dispositions du projet de loi proposé, les organisations non gouvernementales qui reçoivent plus de 24.000 euros par an provenant d'une source étrangère devront s'inscrire auprès du tribunal en tant qu'organisation soutenue par l'étranger en signalant annuellement les noms, les pays et les villes de leurs soutiens étrangers et en s'identifiant comme «organisation soutenue par l'étranger» sur leur site web et dans leurs publications.

« La transparence financière des organisations de la société civile est déjà assurée par la législation existante », ont souligné les experts, « et le projet de loi actuel ne fera que discriminer, délégitimer et stigmatiser les ONG qui reçoivent tout ou partie de leur financement de l'étranger ».

« S'il est adopté, le projet de loi porterait un coup sévère non seulement à l'expression de la dissidence pacifique, mais aussi au travail légitime d'organisations non gouvernementales (ONG) et de défenseurs individuels des droits de l'homme qui surveillent le gouvernement et exposent les violations des droits de l'homme », ont-ils déclaré.

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et des membres de son gouvernement ont proféré des propos insultants à l'égard d'ONG recevant des fonds étrangers, en particulier celles financées par George Soros ou la Fondation Open Society.

« Certain propos publics du Premier ministre Viktor Orbán et d'autres hauts responsables du gouvernement sur les activités de la société civile suscitent de sérieuses inquiétudes quant à l'engagement du gouvernement envers les libertés de base dans une société démocratique », ont déclaré Michel Forst et David Kaye.

« Nous demandons instamment au gouvernement de retirer ce projet de loi et de créer un environnement sûr et propice aux organisations de la société civile à la fois dans la pratique et dans la rhétorique, conformément à leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme », ont-ils ajouté.

## Centrafrique : le chef de l'ONU condamne l'attaque contre la ville de Bangassou



Une patrouille de la MINUSCA à Bangui, en République centrafricaine. Photo : MINUSCA

**14 mai** - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres s'est dit outragé par les attaques perpétrées par des éléments présumés anti-Balaka contre des civils et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) les 12 et 13 mai, à Bangassou, dans le sud-est du pays.

Ces attaques ont entraîné des déplacements considérables de civils, un nombre indéterminé de victimes civiles ainsi que la mort d'un Casque bleu marocain, portant à six (quatre Cambodgiens et deux Marocains) le nombre des soldats du maintien de la paix tués en Centrafrique cette semaine.

« Le Secrétaire général présente ses condoléances à la famille endeuillée et au Gouvernement du Royaume du Maroc », a déclaré son porte-parole, Stéphane Dujarric dans un communiqué publié dimanche.

« Le Secrétaire général souligne que les attaques contre les Casques bleus des Nations Unies peuvent constituer un crime de guerre », a ajouté M. Dujarric. « Il condamne fermement les attaques contre les populations civiles et la MINUSCA et lance un appel aux autorités de la République centrafricaine pour qu'une enquête soit lancée afin que les responsables répondent rapidement de leurs actes devant la justice ».

M. Guterres a réaffirmé la détermination des Nations Unies à faire progresser la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA. Il a tenu à remercier profondément les pays contributeurs de troupe et de police dans leur détermination à protéger les civils.

« Ces récents incidents démontrent que la situation en République centrafricaine reste fragile », a rappelé le porte-parole, « d'où le besoin d'un appuis continu et soutenu de la part de la région et de la communauté internationale pour surmonter les défis auxquelles le pays fait face ».

## A Beijing, le chef de l'ONU appelle à revitaliser la coopération internationale



Le Secrétaire général António Guterres au forum 'La Ceinture et la Route' à Beijing, en Chine. Photo ONU/Zhao Yun

**14 mai** - Au Forum de 'la Ceinture et la Route' qui se tient à Beijing, en Chine, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a souligné dimanche que le « monde multipolaire » a besoin d'une coopération multilatérale pour faire face aux menaces communes et saisir les opportunités partagées.

« Le monde d'aujourd'hui est à un moment critique. Nous sommes confrontés à des défis sans précédent et à des opportunités uniques, avec le potentiel d'un avenir largement contrasté », a déclaré M. Guterres à l'ouverture du Forum international de deux jours organisé par le gouvernement chinois.

Le Secrétaire général a rappelé que le monde a fait des progrès remarquables dans le développement humain au cours des dernières décennies. « La proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de moitié. La Chine seule a extrait plus de 600 millions de personnes de la pauvreté », a-t-il donné pour exemple, citant également les progrès mondiaux effectués dans l'accès à l'eau potable, à l'éducation et la santé ainsi que dans le renforcement des réseaux grâce aux innovations technologiques.

« Pourtant, nous savons aussi que des millions de personnes sont laissées pour compte. (...) Pour beaucoup, le chemin de la prospérité s'est avéré difficile à atteindre », a souligné M. Guterres, faisant référence aux inégalités sources de tensions sociales et de conflits, à la dégradation rapide des écosystèmes de la planète, aux dangers du changement climatique et aux

conflits anciens toujours non résolus.

Pour le chef de l'ONU, le défi consiste à revitaliser la coopération internationale pour le bien commun et à créer des vies de paix et de dignité pour tous.

« Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le monde dispose de ressources suffisantes et de technologies de pointe pour mettre fin à l'extrême pauvreté, réduire les inégalités et placer la planète sur une trajectoire durable », a souligné M. Guterres, se félicitant de la mise en place du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030, de l'Accord de Paris sur le changement climatique et du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

### **Renforcer les liens entre l'initiative 'la Ceinture et la Route' et les ODD**

Beijing, le Secrétaire général a souligné le « potentiel immense » d'intégration économique de l'initiative 'la Ceinture et la Route' – un plan de commerce et d'infrastructures proposé par la Chine pour connecter l'Asie à l'Europe et à l'Afrique.

« Si l'initiative 'la Ceinture et la Route' et le Programme 2030 sont différents dans leur nature et leur portée, les deux ont le développement durable comme objectif primordial », s'est félicité M. Guterres. « Les deux s'efforcent de créer des opportunités, des biens publics mondiaux et une coopération gagnant-gagnant. Et tous les deux visent à approfondir la « connectivité » entre les pays et les régions: connectivité dans les infrastructures, le commerce, les finances, les politiques et, peut-être, le plus important, parmi les peuples ».

Pour le chef de l'ONU il est essentiel de renforcer les liens entre l'initiative chinoise et les Objectifs de développement durable. « Ces 17 Objectifs peuvent guider les politiques et les actions de la 'Ceinture et de la Route' vers un véritable développement durable », a-t-il souligné.

Le Secrétaire général a saisi l'occasion du forum de Beijing pour saluer l'action de la Chine comme « pilier central du multilatéralisme », rappelant le rôle clé qu'elle a joué dans l'élaboration du Programme 2030, l'adoption de l'Accord de Paris ainsi que son soutien accru aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Depuis le forum, M. Guterres a également appelé à aider les pays à réussir leur transition vers des énergies propres et a exhorté les donateurs à respecter leurs engagements vis à vis du Plan d'action d'Addis-Abeba.

Pour M. Guterres, l'initiative 'la Ceinture et la Route' rappelle clairement l'ancienne route de la soie dont l'esprit doit être amené vers de nouveaux sommets pour le bénéfice de tous. « Comme le dit un dicton chinois, « construire la route est le premier pas vers la prospérité ». Le système des Nations Unies est prêt à parcourir cette route avec vous afin d'atteindre les objectifs de développement durable et de respecter notre promesse de ne laisser personne de côté », a-t-il conclu.

## **RDC : l'OMS et ses partenaires prêts à apporter une réponse coordonnée et efficace à l'épidémie d'Ebola**



Préparation d'un vaccin Ebola rVSV Zebov-GP pour injection en Guinée. (Archives) Photo: OMS / S. Hawkey

**13 mai** - La Directrice régionale pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr. Matshidiso Moeti, s'est rendu samedi à Kinshasa pour discuter avec les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) et les partenaires des moyens de mettre en place une réponse rapide, efficace et cohérente pour stopper l'épidémie d'Ebola en cours.

Le déplacement du Dr. Moeti fait suite à la notification par le gouvernement de la RDC d'une épidémie du virus Ebola dans la zone sanitaire de Likati (à environ 1.400 kilomètres de la capitale), dans la province du Bas-Uele, située dans la partie nord du pays frontalière de la République centrafricaine. À ce jour, 11 cas suspects d'Ebola dont trois décès ont été rapportés, a indiqué l'OMS dans un communiqué.

« Je suis là pour assurer au gouvernement de la RDC que, en collaboration avec le système des Nations Unies et d'autres

partenaires, nous travaillerons ensemble pour répondre à cette épidémie », a déclaré le Dr Moeti lors de sa rencontre avec les autorités congolaises.

L'OMS a déjà mobilisé des experts techniques pour être déployés sur le terrain et est prête à fournir la direction et l'expertise technique nécessaires pour mettre en place une réponse coordonnée et efficace.

« J'encourage le public à travailler avec les autorités sanitaires et à prendre les mesures préventives nécessaires pour protéger leur santé », a souligné la responsable de l'OMS pour l'Afrique.

Le 10 mai 2017, une équipe multidisciplinaire - dirigée par le Ministère de la santé de la RDC et soutenue par l'OMS dans le cadre de son nouveau Programme d'urgence mise en place avec ses partenaires - a été déployée dans la zone sanitaire de Likati, pour y mener une enquête approfondie de terrain.

La zone sanitaire est située dans une région isolée et difficile d'accès du nord de la RDC, où les réseaux de transport et de communication sont limités. Autant de facteurs qui entravent toute transmission d'informations sur l'épidémie suspectée. Actuellement, il faut environ 2-3 jours pour atteindre l'épicentre depuis Kinshasa.

Le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (GOARN) a été activé pour fournir un appui supplémentaire si nécessaire. Par ailleurs, le renforcement de la surveillance épidémiologique, le suivi des contacts, la gestion des cas et l'engagement communautaire sont en cours.

« Nous sommes reconnaissants envers l'OMS et les autres partenaires pour le soutien rapide dans la réalisation d'enquêtes qui ont mené à la confirmation de cette épidémie », a déclaré le Ministre de la santé de la RDC, le Dr. Oly Ilunga Kalenga.

« Une forte réponse multisectorielle, Une meilleure coordination, une sensibilisation du public, un engagement communautaire et des ressources adéquates seront essentielles pour nos efforts visant à mettre fin à l'épidémie », a-t-il ajouté.

Le premier cas d'Ebola a été détecté le 22 avril chez un homme de 45 ans. Ce dernier a été transporté en taxi vers l'hôpital et est décédé à son arrivée. Le chauffeur du taxi est également tombé malade et est mort plus tard. Une tierce personne qui s'est occupée du premier cas est également tombée malade et est décédée par la suite. À l'heure actuelle, 25 contacts du deuxième patient décédé sont suivis. Parmi les cas suspectés et les décès, une personne a été testée positive au virus Ebola.

Il s'agit de la huitième épidémie de maladie du virus Ebola depuis sa découverte en 1976 en RDC. Le 20 novembre 2014, conformément aux recommandations de l'OMS, le Ministère de la santé de la RDC et l'OMS ont déclaré la fin de l'épidémie du virus Ebola qui a débuté le 24 août 2014 et a entraîné un total de 38 cas confirmés en laboratoire et 28 cas probables dont 49 décès à Boende, dans la province de l'Equateur.

L'OMS a toutefois souligné que l'ampleur totale de l'épidémie de 2017 n'est toujours pas encore claire. Des enquêtes approfondies et des évaluations des risques sont menées et les résultats seront communiqués en conséquence. A ce jour, l'OMS ne recommande aucune restriction de déplacement et d'échange avec la RDC en fonction des informations actuellement disponibles.

## Centrafrique : un sixième Casque bleu tué dans une seconde attaque contre la MINUSCA en moins d'une semaine



Des soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) en patrouille dans la capitale du pays, à Bangui, en décembre 2014. Photo : ONU/Catianne Tijerina

**13 mai** - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a vigoureusement condamné l'attaque d'une « violence insensée » perpétrée par des groupes armés dans la nuit de vendredi à samedi à Bangassou, dans le sud-est du pays.

« Les membres d'une vaste coalition, comprenant des éléments anti-Balaka, ont attaqué des populations civiles, en particulier les musulmans, dans le quartier Tokoyo à Bangassou », a indiqué samedi la MINUSCA dans un communiqué. Le bureau régional de la mission onusienne à Bangassou a également été attaqué pendant la nuit par les membres de cette coalition.

Les soldats de la paix ont tenté de répondre à l'attaque sur le quartier de Tokoyo pour protéger les civils malgré les tirs nourris contre le bureau de la MINUSCA. Un Casque bleu du contingent marocain a été tué au cours des échanges de tirs survenus dans la matinée du 13 mai.

Selon de premières informations recueillies par la MINUSCA, des civils déplacés ont fui vers la mosquée, l'église catholique et l'hôpital de l'organisation non-gouvernementale Médecins sans Frontières. À ce stade des événements, la mission de maintien de la paix peut difficilement faire le point sur la situation humanitaire à Bangassou. Des sources crédibles ont toutefois confirmé un nombre indéterminé de victimes civiles.

La mission onusienne envoie actuellement des renforts à Bangassou pour sécuriser la ville et protéger les civils et travaille avec les partenaires humanitaires pour assurer la sécurité des civils déplacés.

« La MINUSCA fera tout son possible avec les autorités centrafricaines légitimes pour arrêter les auteurs de ces actes horribles », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga. « La communauté internationale sera implacable en appréhendant les auteurs de ces crimes et tous leurs commanditaires - j'insiste sur leurs commanditaires - y compris certains instigateurs qui pourraient parrainer ces attaques de Bangui ».

### *Une mission de protection de civils de plus en plus difficile*

Il s'agit de la deuxième attaque meurtrière contre la MINUSCA dans le sud-est de la RCA en moins d'une semaine. Cinq Casques bleus (quatre Cambodgiens et un Marocain) ont perdu leur vie et 10 autres ont été blessés lors d'une attaque survenue lundi contre un convoi de la mission onusienne sur l'axe Rafai-Bangassou. En déplacement à Bangui pour honorer la mémoire des Casques bleus tués, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix avait réaffirmé l'appui des Nations Unies au travail difficile du personnel de la MINUSCA.

La ville de Bangassou avait jusqu'à présent été épargnée par les attaques intercommunautaires, même aux pires moments de la crise en République centrafricaine.

Les attaques systématiques et délibérées à l'arme lourde à l'encontre des Casques bleus rendent difficile leur mission vitale de protection des populations civiles et les détournent de leur principale vocation de sauvetage de vies humaines.

« Le sang des soldats de la paix et le sang des innocents centrafricains ne sera pas versé en vain dans ce pays », a souligné M. Onanga-Anyanga. « La justice, un jour ou l'autre, et plus tôt que tard, mettra la main sur tous les auteurs de ces horribles actes ».

La MINUSCA a tenu à rappeler que les actes de violence liés à des motifs ethniques ou religieux peuvent constituer des crimes de droit international passibles de poursuites dans des tribunaux nationaux ou internationaux.